

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934	N° 26	Zittingsjaar 1933-1934	
BUDGET N° 4VII.	SEANCE du 28 novembre 1933	VERGADERING van 28 November 1933	BEGROOTING N° 4VII.

BUDGET
du Ministère de l'Instruction publique
pour l'exercice 1934.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. BLAVIER.

MADAME, MESSIEURS,

Enseignement Primaire.

Ce sont les crédits relatifs à l'enseignement primaire qui ont fourni l'objet des principales discussions soulevées au sein de votre commission. Celle-ci s'est à nouveau préoccupée des modifications aux règlements fixant les conditions que doivent remplir les écoles primaires et gardiennes pour recevoir les subventions de l'Etat.

Ce lui fut cependant l'occasion d'examiner si le rendement de notre enseignement correspondait au formidable crédit prévu pour le service annuel ordinaire de notre enseignement primaire et plus spécialement si la question des programmes et des méthodes et même de l'organisation matérielle ne présentait pas autant d'importance qu'un relèvement modéré des effectifs moyens.

Dans notre rapport précédent nous avons cité les effectifs moyens par classe et par instituteur dans les autres pays : 40 en Allemagne, 45 en Italie, 30 à 50 en Angleterre, 34 dans les Pays-Bas pour les écoles à un seul instituteur et 42 à 48 pour les écoles à plusieurs classes.

Des membres ayant contesté (notamment pour la Suisse)

(1) La Commission, présidée par M. Mundeeler, était composée :

Nèves, Sainte ;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Max, Hoyaux, De Winde, Van Hoëck, Vindevogel, Piérard.

BEGROOTING
van het Ministerie van Openbaar Onderwijs
voor het dienstjaar 1934.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BLAVIER.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Lager Onderwijs.

De credieten betreffende het lager onderwijs leverden de stof voor de belangrijkste bespreking in den schoot uwer Commissie. Deze heeft nogmaals uiting gegeven van hare bezorgdheid over de wijzigingen aan de reglementen die de voorwaarden regelen, waaraan de lagere- en de bewaarscholen moeten voldoen om de Staatstoelagen te verkrijgen.

Zij maakte nochtans van de gelegenheid gebruik om na te gaan of de uitslagen van ons onderwijs in verhouding zijn met het geweldig crediet dat voorzien wordt voor den gewonen jaarlijkschen dienst van ons lager onderwijs, en meer in 't bijzonder, of het vraagstuk van de programma's en methodes en zelfs van de materiele inrichting niet zoo veel belang had als een gematigd verhoogen der gemiddelde getalsterkte.

In ons vorig verslag, gaven wij de gemiddelde getalsterkte aan per klas en per onderwijzer in de overige land : 40 in Duitschland, 45 in Italië, 30 tot 50 in Engeland, 34 in Nederland voor de scholen met één enkel onderwijzer en 42 tot 48 voor de scholen met meerdere klassen.

Daar sommige leden deze door de Regeering verschaft

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeeler, bestond uit :

nand), Nèves, Sainte ;

2° De leden aangeduid door de afdeelingen : de heeren Max, Hoyaux, De Winde, Van Hoëck, Vindevogel, Piérard.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934	N° 26	Zittingsjaar 1933-1934	
BUDGET N° 4VII.	SEANCE du 28 novembre 1933	VERGADERING van 28 November 1933	BEGROOTING N° 4VII.

BUDGET

du Ministère de l'Instruction publique
pour l'exercice 1934.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. BLAVIER.

MADAME, MESSIEURS,

Enseignement Primaire.

Ce sont les crédits relatifs à l'enseignement primaire qui ont fourni l'objet des principales discussions soulevées au sein de votre commission. Celle-ci s'est à nouveau préoccupée des modifications aux règlements fixant les conditions que doivent remplir les écoles primaires et gardiennes pour recevoir les subventions de l'Etat.

Ce lui fut cependant l'occasion d'examiner si le rendement de notre enseignement correspondait au formidable crédit prévu pour le service annuel ordinaire de notre enseignement primaire et plus spécialement si la question des programmes et des méthodes et même de l'organisation matérielle ne présentait pas autant d'importance qu'un relèvement modéré des effectifs moyens.

Dans notre rapport précédent nous avons cité les effectifs moyens par classe et par instituteur dans les autres pays : 40 en Allemagne, 45 en Italie, 30 à 50 en Angleterre, 34 dans les Pays-Bas pour les écoles à un seul instituteur et 42 à 48 pour les écoles à plusieurs classes.

Des membres ayant contesté (notamment pour la Suisse)

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

1° Des membres de la Commission de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Amelot, Blavier, Bouchery, Buset, Clerckx, Debacker, De Jaegher (Charles), Destrée, de Wouters d'Oplinter, Dhavé, Doms, Eekelers, Fieullien, Foucart, Heyman, Huysmans, Maes, Mampaey, Mathieu (Fernand), Nèves, Sainte ;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Max, Hoyaux, De Winde, Van Hoeck, Vindevogel, Piérard.

BEGROOTING

van het Ministerie van Openbaar Onderwijs
voor het dienstjaar 1934.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BLAVIER.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Lager Onderwijs.

De credieten betreffende het lager onderwijs leverden de stof voor de belangrijkste bespreking in den school uwer Commissie. Deze heeft nogmaals uiting gegeven van hare bezorgdheid over de wijzigingen aan de reglementen die de voorwaarden regelen, waaraan de lagere- en de bewaarscholen moeten voldoen om de Staatsstoelagen te verkrijgen.

Zij maakte nochtans van de gelegenheid gebruik om na te gaan of de uitslagen van ons onderwijs in verhouding zijn met het geweldig crediet dat voorzien wordt voor den gewonen jaarlijkschen dienst van ons lager onderwijs, en meer in 't bijzonder, of het vraagstuk van de programma's en methodes en zelfs van de materiele inrichting niet zoo veel belang had als een gematigd verhoogen der gemiddelde getalsterkte.

In ons vorig verslag, gaven wij de gemiddelde getalsterkte aan per klas en per onderwijzer in de overige land : 40 in Duitschland, 45 in Italië, 30 tot 50 in Engeland, 34 in Nederland voor de scholen met één enkel onderwijzer en 42 tot 48 voor de scholen met meerdere klassen.

Daar sommige leden deze door de Regeering verschaft

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor Onderwijs, voor Wetenschappen en voor Kunsten : de heeren Amelot, Blavier, Bouchery, Buset, Clerckx, Debacker, De Jaegher (Charles), Destrée, de Wouters d'Oplinter, Dhavé, Doms, Eekelers, Fieullien, Foucart, Heyman, Huysmans, Maes, Mampaey, Mathieu (Fernand), Nèves, Sainte ;

2° De leden aangeduid door de afdeelingen : de heeren Max, Hoyaux, De Winde, Van Hoeck, Vindevogel, Piérard.

ces chiffres fournis par le Gouvernement, celui-ci nous a répondu qu'ils étaient empruntés aux documents statistiques officiels. Il pourrait aujourd'hui allonger la liste par l'exemple du Japon, où le nombre des élèves par instituteur est de 42, d'après le 55^e rapport annuel, publié en 1933, par le Ministre de l'Education.

Quant à l'organisation matérielle de nos écoles, le Gouvernement en poursuit l'amélioration dans la mesure des crédits mis à sa disposition.

Votre commission s'est préoccupée surtout de la surcharge des programmes, qui, dans certaines écoles primaires, au lieu d'être simplifiés, semblent s'être compliqués davantage. Cette simplification est cependant d'autant plus nécessaire que l'instruction obligatoire réunit, dans la même classe, des enfants dont le niveau des connaissances est très différent, ce dont les méthodes doivent tenir compte.

Plusieurs membres se basant sur leur expérience personnelle, soit comme échevin de l'instruction publique, soit comme père de famille, déclarent que dans les écoles primaires, qu'ils connaissent, on enseigne des éléments qui appartiennent à l'enseignement moyen.

Ces écoles perdent de vue le but principal de l'enseignement primaire qui est d'apprendre aux élèves à parler, à lire et à écrire correctement leur langue maternelle. Il faut bien remarquer d'ailleurs que beaucoup d'instituteurs ne veillent pas suffisamment à la correction de leur langage. Tous les membres de l'enseignement, professeurs des branches spéciales et surveillants, autant que professeurs de langue, devraient s'astreindre dans leur diction à une observation constante et vigilante de soi-même. Nous estimons cependant qu'un progrès sérieux est réalisé lentement par l'action des écoles normales, qui réservent maintenant à l'enseignement de l'orthophonie, l'importance qu'elle mérite.

Il faut avouer que la défaillance dans le langage se constate surtout chez les membres plus anciens du corps professoral, mais la défaillance des uns énerve l'influence bienfaisante de l'exemple des autres.

Nous avons demandé au département les dispositions principales prises dans les dernières années en vue de la simplification des programmes et de l'amélioration du langage des maîtres et des élèves. Il nous a été répondu :

« Le programme type de l'enseignement primaire, fixé par arrêté ministériel du 28 septembre 1922, n'a pas été modifié depuis cette date.

» Un programme ne doit pas être suivi servilement. Il demande à être interprété et à être adapté par l'instituteur aux possibilités de sa classe. Tous les points n'en ont pas la même importance; le maître doit être capable de distinguer l'essentiel de l'accessoire.

» L'arrêté royal du 27 février et l'arrêté ministériel du 28 février 1930 ont introduit dans le règlement de l'examen d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire, une cote spéciale pour la correction du langage.

» Des arrêtés royaux du 20 janvier 1931 ont introduit

cijfers betwist hebben (namelijk voor Zwitserland), heeft deze ons geantwoord dat zij ontleend werden aan de officiële statistische bescheiden. Zij kon heden de lijst voortzetten met het voorbeeld van Japan, waar het getal leerlingen per onderwijzer 42 bedraagt, volgens het 55^{te} jaarlijksch Verslag, in 1933 uitgebracht door den Minister van Opvoeding.

Wat de materiele inrichting betreft van onze scholen, de Regeering gaat voort met ze te verbeteren, in de mate der credieten die tot hare beschikking worden gesteld.

Uwe Commissie heeft vooral hare bekommernis uitgedrukt over de overlading der programma's welke in sommige lagere scholen, in plaats van vereenvoudigd, nog ingewikkelder schijnen geworden. Deze vereenvoudiging is des te noodzakelijker, daar de leerplicht in dezelfde klas, kinderen bijeenbrengt waarvan het peil der kennissen zeer verschilt, toestand waarmede de methodes rekening dienen te houden.

Meerdere leden voortgaande op hun persoonlijke ondervinding, hetzij als schepene van openbaar onderwijs, hetzij als huisvader, beweren dat in de lagere scholen welke zij kennen, zaken onderwezen worden, die behooren tot het middelbaar onderwijs.

Deze scholen houden geen rekening met het hoofdoel van het lager onderwijs, te weten, de leerlingen hun moedertaal te leeren zuiver spreken, lezen en schrijven. Er dient trouwens te worden opgemerkt dat vele onderwijzers geen voldoende zorg besteden aan de zuiverheid hunner taal. Heel het onderwijzend personeel: leerders van bijzondere vakken en studiemeesters zoowel als taalleeraars, zouden zich voor hun uitspraak, een bestendige en waakzame inachtneming moeten opleggen. Wij meenen nochtans dat een ernstige vooruitgang stilaan verwezenlijkt wordt door de werking der normaalscholen die thans aan het onderwijs van de orthophonie het belang toekennen dat haar toekomt.

Men moet bekennen dat de gebrekkige uitspraak vooral voorkomt bij de oudere leden van het leeraarskorps, doch de tekortkomingen der eenen verzwakken den weldoenden invloed van het voorbeeld der anderen.

Wij hebben aan het Departement gevraagd welke de bijzonderste maatregelen waren, in den loop der laatste jaren getroffen om de programma's te vereenvoudigen en de taak van meesters en leerlingen te verbeteren. Er werd ons geantwoord :

« Het model-programma van het lager onderwijs, vastgesteld bij ministerieel besluit van 28 September 1922, werd sedert dien datum niet meer veranderd.

» Een programma dient niet s'laafs nagevo'd te worden. Het moet door den onderwijzer geïnterpreteerd worden en aangepast aan de mogelijkheden zijner klas. Het belang van alle punten is niet hetzelfde; de meester moet het essentiële van het ondergeschikte kunnen onderscheiden.

» Bij Koninklijk besluit van 27 Februari en bij ministerieel besluit van 28 Februari 1930, werd in het reglement voor het examen van kantonnaal opziener van het lager onderwijs, een bijzonder waardecijfer ingevoerd voor de taalzuiverheid.

» Dergelijk waardecijfer werd in alle examens van de

semblable cote dans tous les examens des écoles normales moyennes, primaires et gardiennes.

» Sous la date du 23 janvier 1931, des circulaires ont été adressées aux inspecteurs et aux membres du personnel des établissements d'enseignement normal et d'enseignement moyen de même qu'aux autorités scolaires locales et aux inspecteurs de l'enseignement primaire pour obtenir de tous une collaboration active en faveur de l'amélioration du langage des maîtres et des élèves. »

Nous estimons que ces dernières circulaires, qui ont eu une bonne presse en raison de leur dispositions excellentes pourraient utilement être rappelées.

Avancement des élèves.

Les membres estiment qu'à cause de la complication des programmes, beaucoup d'élèves ne parviennent pas à parcourir tout le cycle de l'enseignement primaire. Nous avons demandé le pourcentage des élèves classés par degré de l'enseignement primaire qu'ils parviennent à accomplir pendant la période de l'obligation scolaire.

Pour l'année scolaire 1931-1932, les statistiques mentionnent 55,294 enfants, filles et garçons, qui ont quitté définitivement l'école après la 8^e année de scolarité obligatoire :

4,051 avaient parcouru seulement les 3^e et 4^e années d'études;

23,628 avaient parcouru les 5^e et 6^e années d'études et

27,615 avaient parcouru les 7^e et 8^e années d'études.

Mais il faut remarquer que beaucoup d'enfants abandonnent l'école primaire avant l'expiration de leur terme de scolarité obligatoire. En 1931-1932, on en a compté 91,881. Ces élèves se dirigent vers d'autres établissements d'enseignement moyen, professionnel, primaire libre, etc...

Au surplus, les statistiques de l'année scolaire 1932-1933 mentionnent :

a) Pour un total général de 956,960 enfants inscrits dans les écoles communales, adoptées ou adoptables, 635,132 élèves d'avancement normal ou avancés d'un an ou plus (32,671).

b) Pour un total de 66,634 enfants de 7^e année d'études, 46,173 élèves d'avancement normal ou avancés d'un an ou plus (4,069).

c) Pour un total de 34,826 enfants de 8^e année d'études, 30,488 élèves d'avancement normal ou avancés d'un an ou plus (4,008).

Soit respectivement a) 66,3 p. c.; b) 49,3 p. c.; c) 87,2 p. c. d'élèves au niveau régulier.

Les rapports de l'inspection n'établissent pas des comparaisons nettes entre les rendements des divers types d'écoles.

Il est évident que le programme d'une école à classe unique, comprenant donc toutes les divisions d'études, ne peut atteindre le développement de celui d'une grande école où chaque division constitue une classe. La petite école doit s'en tenir le plus souvent à un programme mini-

normaalscholen van het middelbaar, lager en bewaarschoolonderwijs ingevoerd, bij Koninklijke besluiten van 20 Januari 1931.

» Om eene doelmatige medewerking van meesters en leerlingen te bekomen voor de verbetering van de taal, werden, op 23 Januari 1931, omzendbrieven gericht tot de inspecteurs en de leden van het personeel van de inrichtingen voor normaal en middelbaar onderwijs, alsmede tot de plaatselijke schooloverheden en de opzieners van het lager onderwijs. »

Wij zijn van oordeel, dat het nuttig zou zijn, deze laatste omzendbrieven, die wegens hun uitstekende bepalingen gunstig onthaald werden, met goed gevolg zouden mogen herinnerd worden.

Vorderingen van de leerlingen.

Sommige leden zijn van meening, dat talrijke leerlingen den geheelen leerkring van het lager onderwijs niet kunnen doorloopen, uit oorzaak van de overladen programma's. Wij hebben het percentage gevraagd van de leerlingen, gerangschikt per graad van het lager onderwijs, welken zij in staat zijn te bereiken gedurende de verplichte schooljaren.

Volgens de statistieken over het schooljaar 1931-1932, hebben 55,294 kinderen, jongens en meisjes, de school voorgoed verlaten na het 8^{ste} verplichte schooljaar :

4,051 hadden slechts het 3^{de} en 4^{de} studiejaar doorloopen;

23,628 hadden slechts het 5^{de} en 6^{de} studiejaar doorloopen;

27,615 hadden het 7^{de} en 8^{ste} studiejaar doorloopen.

Doch er dient opgemerkt, dat vele kinderen de lagere school verlaten vóór het verstrijken van den verplichten schooltermijn. Hun getal bedroeg, in 1931-1932, 91,881. Die leerlingen begeven zich naar andere inrichtingen van het middelbaar onderwijs, beroepsonderwijs, vrije lager onderwijs, enz.

De statistieken over het schooljaar 1932-1933 melden daarenboven :

a) Op een algemeen totaal van 956,960 kinderen, ingeschreven in de gemeente-, aangenomen en aanneembare scholen, 635,132 leerlingen die normale vorderingen maken of die één of meer jaren vooruit zijn (32,671);

b) Op een totaal van 66,634 kinderen van het 7^{de} studiejaar, 46,173 leerlingen die normale vorderingen maken of die één of meer jaren vooruit zijn (4,069);

c) Op een totaal van 34,826 kinderen van het 8^{ste} studiejaar, 30,488 leerlingen met gewone vordering of die één of meer jaren vooruit zijn (4,008).

Hetgeen onderscheidenlijk uitloopt op a) 66,3 t. h.; b) 49,3 t. h., c) 87,2 t. h. leerlingen die een regelmatig peil bereiken.

In de verslagen van het schooltoezicht worden geene vergelijkingen gemaakt tusschen de rendelingen van de onderscheidene schooltypen.

Het spreekt van zelf, dat het programma eener school met eene enkele klas, welke dus alle studiejaar omvat, dezelfde uitbreiding niet kan bereiken als die eener groote school waar elke afdeeling eene klas vormt. In de kleine school moet men zich meestal vergenoegen met een mini-

moni, tandis que l'autre doit viser à la réalisation du programme maximum.

Les résultats peuvent d'ailleurs dépendre aussi de contingences multiples se rapportant notamment au milieu de l'école et à la personnalité de l'instituteur.

Au surplus, les élèves des petites écoles rurales ne se distinguent pas moins que les autres notamment dans les examens d'études primaires; ils ne sont pas toujours non plus les moins préparés pour l'admission dans les divers établissements où ils vont poursuivre leurs études.

4^e Degré.

Votre commission s'est préoccupée également de l'orientation du programme du 4^e degré.

Les 4^e degrés tendent à des buts divers qui sont déterminés comme suit :

- a) Tendances générales,
- b) Tendances industrielles et techniques,
- c) Tendances commerciales,
- d) Tendances agricoles,
- e) Tendances ménagères.

Pour les filles, le type ménager prédomine évidemment; viennent ensuite le type à tendances générales, le type commercial et le type agricole.

Pour les garçons, le type à tendances générales a la préférence; le type agricole se classe en second lieu, puis le type technique et le type commercial.

D'après les dernières statistiques établies au 31 décembre 1932, la population inscrite dans les classes spéciales de degré complémentaire se répartit comme suit :

Filles :	type ménager,	33,037 élèves;
---	» général,	6,557 » ;
---	» commercial,	1,946 » ;
---	» agricole,	724 » ;
---	» technique,	212 » .
Garçons :	type général,	19,920 élèves;
---	» agricole,	8,914 » ;
---	» technique,	5,185 » ;
---	» commercial,	4,883 » .

Dans les petites écoles où le 4^e degré ne peut constituer des classes séparées, les tendances ménagères sont partout adoptées pour les filles; pour les garçons, c'est le type agricole qui est au premier rang, il s'agit d'ailleurs généralement des petites écoles rurales.

Les écoles approprient évidemment leur programme au but qu'elles s'assignent.

Les 4^e degrés à tendances générales sont ainsi appelés parce que leur programme comporte un enseignement général développé tandis qu'il n'attribue aux matières pratiques que la part minimum qui doit leur revenir.

Les 4^e degrés techniques qui préparent à l'enseignement industriel ou professionnel font évidemment une place im-

munum programma, terwijl men, in de andere, er moet naar streven een maximum programma te verwezenlijken.

Talrijke andere invloeden zooals het schoolmilieu en de persoonlijkheid van den onderwijzer kunnen zich trouwens op de uitslagen doen gelden.

Daarenboven, staan de leerlingen der kleine dorpscholen niet ten achtere tegen de anderen in de examens der lagere studiejaren; ook zijn zij altijd niet minder voorbereid om toegang te bekomen tot de onderscheidene inrichtingen waar zij hunne studiën gaan voortzetten.

4^e Graad.

Uwe Commissie heeft zich insgelijks beziggehouden met de strekking van het programma van den 4ⁿ graad.

Verschillende doeleinden worden door den vierden graad nagestreefd, te weten :

- a) Algemeene strekkingen,
- b) Nijverheids- en technische strekkingen,
- c) Handelsstrekkingen,
- d) Landbouwstrekkingen,
- e) Huishoudelijke strekkingen.

Het huishoudelijk-type is voor de meisjes natuurlijk overwegend; hierop volgen het type met algemeene strekking, het handels-type en het landbouw-type.

Bij de jongens, heeft het type met algemeene strekking de voorkeur; hierop volgt het landbouw-type, verder het technisch-type en het handels-type.

Volgens de jongste op 31 December 1932 opgemaakte statistieken, wordt de schoolbevolking, ingeschreven in de bijzondere klassen van den bijkomenden graad, ingedeeld als volgt :

Meisjes :	huishoudkundig-type	33,037 leerlingen;
---	algemeen-type	6,557 » ;
---	handels-type	1,946 » ;
---	landbouw-type	724 » ;
---	technisch-type	212 » .
Jongens :	algemeen-type	19,920 » ;
---	landbouw-type	8,914 » ;
---	technisch-type	5,185 » ;
---	handels-type	4,883 » .

De huishoudelijke strekkingen worden algemeen aangenomen voor de meisjes, in de kleine scholen waar de 4^e graad geene afzonderlijke klassen bezit; voor de jongens komt het landbouw-type op de eerste plaats, gezien het trouwens over het algemeen kleine dorpscholen geldt.

Het programma der scholen wordt natuurlijk aangepast aan het doel dat zij beoogen.

De 4^e graden met algemeene strekkingen ontleenen hun naam aan het feit dat hun programma een uitgebreid algemeen onderricht behelst, terwijl aan de praktische leerstoffen slechts het minst vereischte aandeel wordt toegekend.

De technische 4^e graden welke eene voorbereiding vormen van het nijverheids- of beroepsonderwijs, verleenen

portante aux travaux manuels et aux branches correspondantes (dessin, formes géométriques, etc.).

De même le 4^e degré commercial et le 4^e degré agricole appuient principalement sur les spécialités qu'ils visent.

Cependant, le Département, avec le concours de l'inspection, veille à ce que les divers programmes ne dépassent pas les limites du cadre de l'instruction primaire et ne débordent pas sur le domaine de l'enseignement moyen ou professionnel.

Au surplus, des écoles superposent aux classes du 4^e degré, soit des classes professionnelles, soit des classes des 9^e et 10^e années d'études générales.

Ces classes ne sont pas soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire et ne peuvent bénéficier des subventions prévues par la loi.

Application de la loi sur l'emploi des langues.

a) Dans l'Enseignement Supérieur.

Plusieurs membres ont demandé où en était l'application de l'article 4 de la loi sur l'emploi des langues à l'Université de Gand. D'autres ont demandé de mettre en parallèle les cours flamands institués à l'Université de Liège. Il nous a été répondu :

« Le Gouvernement n'a pas encore institué les cours ou exercices libres en langue française prévus par l'article 4 de la loi du 5 avril 1930 sur l'emploi des langues à l'Université de Gand. Il a estimé qu'il existait jusqu'ici dans cette Université, encore assez de cours français « ayant pour objet des questions d'ordre scientifique connexes aux matières des examens prévus pour l'obtention des grades légaux ou scientifiques conférés par l'Université ». Il n'en sera bientôt plus ainsi; il se préoccupera dès lors, de fonder quelques-uns de ces cours.

» A l'Université de Liège, outre les cours propres à la philologie flamande, en candidature, en licence, en philologie germanique et le cours de langue flamande institué à l'Ecole spéciale de commerce, deux cours de la faculté de droit sont faits en flamand. Ce sont :

- a) le cours de droit pénal et d'éléments de la procédure pénale (doctorat en droit);
- b) le cours de rédaction d'actes notariés (licence en notariat).

» Ces deux cours ont été institués en vue de permettre aux étudiants en droit ou en notariat de l'Université de Liège qui le désirent, de répondre aux prescriptions de l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 quant à la connaissance de la langue flamande exigée des futurs magistrats ou notaires de la partie flamande du pays. »

Plusieurs membres estiment qu'il ressort de la discussion de toutes nos lois linguistiques, que celles-ci ne sauraient être établies que sur le principe de l'égalité absolue

naturellement une importante place à l'artisanat et de l'industrie (dessins, formes géométriques, etc.).

Zoo ook berusten de handels-4^{de} graad en de landbouw-4^{de} graad op de vakken welke zij vooral beoogen.

Met de medewerking van het schooltoezicht, waakt het Departement er nochtans voor, dat de verschillende programma's niet buiten de grenzen zouden treden van het lager onderwijs en dat zij niet zouden overhellen naar het domein van het middelbaar- of beroepsonderwijs.

Daarenboven, worden in sommige scholen, boven de klassen van den 4^{en} graad, hetzij beroepsklassen gesteld, hetzij klassen met 9^e en 10^e studiejaren.

Deze klassen vallen niet onder het regime van de organieke wet op het lager onderwijs en kunnen niet genieten van de bij de wet voorziene toelagen.

Toepassing van de wet op het taalgebruik.

a) In het Hooger Onderwijs :

Verscheidene leden hebben gevraagd hoever het stond met de toepassing van artikel 4 der wet op het taalgebruik aan de Universiteit te Gent. Anderen hebben gevraagd een vergelijking te maken met de Nederlandsche leergangen welke te Luik gegeven worden. Daarop werd het volgende geantwoord :

« De Regeering heeft de niet-verplichte cursussen en oefeningen voorzien bij artikel 4 der wet van 5 April 1930 betreffende het gebruik der talen aan de Universiteit te Gent, nog niet ingericht. Zij was van oordeel dat er tot nu toe aan deze Universiteit nog genoeg Fransche cursussen bestonden « handelend over wetenschappelijke vraagstukken in verband met de leerstof van de examens die voorzien zijn tot het verkrijgen van de door de Universiteit toegekende wettelijke of wetenschappelijke graden ». Wel dra zal zulks niet meer het geval zijn; zij zal er dan voor zorgen eenige dezer cursussen in te richten.

» Aan de Universiteit te Luik worden, buiten de cursussen eigen aan de Vlaamsche philologie, in de candidatuur, in het licentiaat, in de germaansche philologie, en den cursus in de Nederlandsche taal ingericht bij de bijzondere Handelsschool twee cursussen van de faculteit der rechten in het Nederlandsch gegeven, te weten :

- a) Het strafrecht en de beginselen der strafvordering (doctoraat in de rechten);
- b) Het opmaken van notarieele akten (licentiaat in het notariaat).

» Beide cursussen werden ingericht ter einde de studenten in de rechten of in het notariaat aan de Universiteit te Luik, die zulks verlangen, in de gelegenheid te stellen de voorwaarden te vervullen van artikel 40 der wet van 24 Mei 1929, wat de kennis van het Nederlandsch betreft, welke geëischt wordt van de toekomstige magistraten of notarissen in het Vlaamsche gedeelte van het land. »

Verscheidene leden zijn van oordeel dat uit de behandeling van al de taalwetten blijkt, dat deze alleen op het beginsel van de volkomen gelijkstelling van onze beide

entre nos deux langues nationales; ce principe d'égalité correspond d'ailleurs à la place que le flamand autant que le français tend à prendre dans toutes les branches de notre vie publique et nationale. Aussi sont-ils d'avis que dans l'application des lois sur l'emploi des langues dans l'enseignement supérieur, le Gouvernement doit suivre des règles et établir des formules qui respectent cette égalité et qui assurent en même temps la connaissance de la seconde langue nationale chez nos diplômés universitaires.

b) Dans l'enseignement primaire et moyen.

Votre commission a demandé la communication du rapport de l'inspection spéciale sur l'application de la loi sur l'emploi des langues dans l'enseignement primaire et moyen.

M. le Ministre nous a répondu :

« Le Gouvernement a pris toutes les mesures d'exécution nécessaires en vue de l'application de la loi linguistique. J'annexe à la présente réponse la série des arrêtés et circulaires y relatifs.

« En ce qui concerne l'enseignement moyen, les rapports présentés par l'inspection spéciale constatent que dans les écoles visitées, un seul cas excepté, la loi et les instructions sont régulièrement appliquées.

« Il n'est pas possible de fournir actuellement des précisions sur la situation générale des écoles au point de vue de l'application de la loi dans l'enseignement primaire. Le contrôle n'est pas encore terminé, notamment dans l'agglomération bruxelloise, où il constitue une tâche très importante pour l'inspection.

« Au surplus, la constitution de la commission prévue par l'article 7 a été réclamée d'une façon générale dans les écoles communales de Bruxelles. Cette procédure exigera évidemment encore un temps considérable.

« Aucun rapport général ne m'est parvenu, mais MM. les Inspecteurs spéciaux viennent de me transmettre, aujourd'hui même, quelques rapports sur les résultats de leurs investigations dans certaines écoles de Louvain, Ganshoren, Jette et Landen.

« Il résulte de ces documents que la loi est observée dans les dits établissements. L'inspection signale toutefois quelques cas particuliers, qu'elle soumet à mon appréciation; il s'agit notamment :

« Soit d'enfants déplacés d'une section française dans une section flamande et qui devraient être reversés dans leur classe primitive;

« Soit de l'organisation de l'enseignement de la seconde langue en dehors des limites permises. »

Plusieurs membres font de sérieuses réserves sur l'application de la loi, surtout dans l'agglomération bruxelloise et le long de la frontière linguistique.

Voici le texte de la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique, datée du 9 septembre 1933 et relative à l'application de la loi déterminant le régime linguistique de l'enseignement moyen.

landstalen mogen berusten; trouwens dit gelijkheidsbeginsel beantwoordt aan de plaats welke het Nederlandsch zoowel als het Fransch in al de takken van ons openbaar en nationaal leven langzamerhand inneemt.

Deze leden zijn dan ook van oordeel dat de Regeering, bij de toepassing van de wetten op het taalgebruik in het hooger onderwijs, richtlijnen zou volgen en formules zou opmaken waarbij rekening gehouden wordt met deze gelijkheid en waardoor, tezelfdertijd, de kennis van de tweede landstaal verzekerd wordt bij onze hoogeschoolediplomeerden.

b) In het lager- en middelbaar onderwijs :

Uw Commissie heeft inzage gevraagd van het verslag van de bijzondere inspectie over de toepassing van de wet op het taalgebruik in het lager en middelbaar onderwijs.

De Minister heeft ons geantwoord :

« De Regeering heeft al de noodige uitvoeringsmaatregelen genomen met het oog op de toepassing der taalwet. Bij dit antwoord is de reeks besluiten en omzendbrieven gevoegd, welke er op betrekking hebben.

« Wat het middelbaar onderwijs betreft, blijkt uit de door de bijzondere inspectie ingediende verslagen, dat in de bezochte scholen, op één geval na, de wetten en de voorschriften gerageld toegepast worden.

« Het is niet mogelijk thans bijzonderheden te verstrekken over den algemeenen toestand der scholen wat de toepassing der wet in het lager onderwijs betreft. Het toezicht is nog niet afgelopen, te weten in de Brusselsche agglomeratie, waar de inspectie voor een aanzienlijke taak staat.

« Daarenboven, werd de instelling van de Commissie voorzien bij artikel 7 der wet, over het algemeen geëischt in de gemeentescholen van Brussel. Deze procedure zal, natuurlijk, nog veel tijd in beslag nemen.

« Een algemeen verslag werd niet ingediend, maar de bijzondere inspecteurs hebben, nog vandaag zelf, eenige verslagen ingezonden over de uitslagen van hun onderzoek in sommige scholen van Leuven, Ganshoren, St-Pieters-Jette en Landen.

« Uit deze stukken blijkt, dat de wet in de hoogerbedoelde inrichtingen nageleefd wordt. Deze inspectie vestigt, evenwel, de aandacht op eenige bijzondere gevallen welke zij aan mijn oordeel overlaat; het gaat, namelijk, over :

« Hetzij kinderen die van een Fransche afdeling overgeplaatst werden naar een Nederlandsche en die naar hun oorspronkelijke klas zouden moeten terugkeeren;

« Hetzij de inrichting van het onderwijs in de tweede taal buiten de toegelaten perken. »

Verscheidene leden maken ernstig voorbehoud over de toepassing der wet, vooral in de Brusselsche agglomeratie en op de taalgrens.

Ziehier den tekst van den omzendbrief van den heer Minister van Openbaar Onderwijs, onder dagteekening van 9 September 1933 en betreffende de toepassing der wet tot regeling van het taalgebruik in het Middelbaar Onderwijs.

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DIRECTION
DE
L'ENSEIGNEMENT MOYEN

1^{re} Section Bruxelles, le 9 septembre 1933.
N° 2033

Aux bureaux administratifs et aux chefs des établissements d'enseignement moyen de l'Etat, aux administrations des provinces et des communes sièges d'un établissement provincial ou communal d'enseignement moyen et, pour information, aux administrations des communes sièges d'un établissement patronné d'enseignement moyen.

*Application de la loi du 14 juillet 1932
déterminant le régime linguistique de l'enseignement moyen.*

Je vous engage à relire très attentivement les instructions que mon honorable prédécesseur vous a adressées le 25 août 1932.

Vous trouverez ci-dessous les directions qui complètent celles de M. Petitjean en vue de l'application progressive de la loi.

J'insiste pour que celle-ci soit strictement appliquée et observée par tous.

Le Ministre,
M. LIPPENS.

1^{re} Sections préparatoires des écoles moyennes.

a) Région flamande, région wallonne et communes de langue allemande.

A partir de la prochaine rentrée la langue de l'enseignement sera, pour toutes les matières, la langue de la région dans les trois premières années d'études des sections préparatoires annexées aux établissements d'enseignement moyen.

Dans les écoles où le nombre d'élèves de nationalité belge se trouvant dans les conditions prévues par l'article 15 de la loi ne justifie pas le maintien de classes spéciales on supprimera cette année les classes du 1^{er} degré qui ne seraient plus nécessaires.

Les chefs d'école m'adresseront, à la rentrée, des propositions motivées, à ce sujet.

b) Agglomération bruxelloise et frontière linguistique.

En attendant que l'Inspection chargée de contrôler l'application de la loi ait fait rapport sur la situation, les chefs des établissements d'enseignement moyen de l'Etat sont autorisés à maintenir provisoirement au 1^{er} degré de la section préparatoire un cours de 2^e langue.

Ce cours comprendra 4 heures par semaine et par classe, et aura un caractère exclusivement pratique.

MINISTERIE
VAN
OPENBAAR ONDERWIJS

DIRECTIE
VAN HET
MIDDELBaar ONDERWIJS

1^{re} Afdeling Brussel, den 9^{en} September 1933.
N° 2033

Aan de bestuurscolleges en aan de hoofden der Rijksmiddelbare onderwijsinstellingen, aan de besturen der provincies en der gemeenten, waar een provinciale, gemeentelijke instelling voor middelbaar onderwijs gevestigd is en, voor kennisgeving, aan de besturen der gemeenten waar een gepatroneerde instelling voor middelbaar onderwijs gevestigd is.

*Toepassing der wet van 14 Juli 1932
houdende de taalregeling in het middelbaar onderwijs.*

Ik zet U aan zeer aandachtig de onderrichtingen te herlezen welke mijn achtbare ambtsvoorganger U den 25^{en} Augustus 1932 heeft doen geworden.

Hierna volgen de wenken, welke die van den heer Petitjean aanvullen, met het oog op de geleidelijke toepassing van de wet.

Ik dring aan opdat deze wet door allen stipt zou toegepast en nageleefd worden.

De Minister,
M. LIPPENS.

1^{re} Voorbereidende afdelingen der middelbare scholen.

a) Vlaamsche streek, Waalsche streek en Duitschspreekende gemeenten.

Te beginnen met de aanstaande hervatting der lessen, zal de onderwijstaal, voor alle vakken, de taal van de streek zijn in de eerste drie studiejaren van de voorbereidende afdelingen, toegevoegd aan de middelbare onderwijsinstellingen.

In de scholen waar het getal leerlingen van Belgische nationaliteit, die de voorwaarden vervullen voorzien bij artikel 15 der wet, de instandhouding niet wettigt van de bijzondere klassen, zal men dit jaar de klassen van den 1^{en} graad, die niet meer noodig zijn, opheffen.

Bij de hervatting der lessen, zullen de schoolhoofden mij dienaangaande, met redenen omkleede voorstellen doen geworden.

b) Brusselsche agglomeratie en taalgrens.

In afwachting dat het Toezicht, belast met het nagaan van de toepassing der wet, verslag heeft uitgebracht over den toestand, zijn de hoofden der Rijksmiddelbare onderwijsinstellingen ertoe gemachtigd om voorloopig een cursus in de 2^e taal in den 1^{en} graad van de voorbereidende afdeling te behouden.

Deze cursus zal 4 uur per week en per klasse in beslag nemen en zal van louter practischen aard zijn.

2° *Athénées et écoles moyennes.*a) *Région wallonne, région flamande et communes de langue allemande.*

A partir de la prochaine rentrée, la langue de l'enseignement sera, pour toutes les matières, la langue de la région dans les classes de 6^e et de 5^e des humanités et de 1^{re} et de 2^e des sections moyennes.

Dans les établissements où le nombre d'élèves de nationalité belge se trouvant dans les conditions stipulées à l'article 9 de la loi ne justifie pas le maintien des classes spéciales, on supprimera provisoirement, cette année, les classes de 1^{re} et de 2^e années qui ne seraient plus nécessaires.

Les chefs d'établissement s'adresseront, à la rentrée, des propositions motivées de suppression ou d'organisation des classes de 1^{re} ou de 2^e années (ou de 6^e et 5^e des athénées).

Le cours de 2^e langue comprendra 6 heures par semaine dans les 1^{re} et 2^e années d'études des écoles moyennes, dans les classes de 6^e et 5^e de la section des humanités modernes et dans la classe de 6^e des humanités anciennes des athénées et des sections d'athénée.

Dans la classe de 5^e des humanités anciennes, le cours de 2^e langue comprendra 5 heures par semaine.

b) *Agglomération bruxelloise et frontière linguistique.*

L'enseignement du français est obligatoire au régime flamand, et l'enseignement du flamand est obligatoire au régime français, à raison de 6 heures par semaine dans les deux premières années d'études des humanités modernes et dans la classe de 6^e des humanités anciennes des athénées et sections d'athénée.

Dans la classe de 5^e des humanités anciennes ces cours comprendront 5 heures par semaine.

Questions diverses.

Votre Commission a soulevé différentes questions qui ont plutôt un caractère politique et dont certaines feront l'objet des délibérations de la Commission instituée par le Gouvernement. Plusieurs membres ont demandé où en sont les travaux de cette commission.

Parmi les questions soulevées, il y eut notamment la question des nominations dans l'enseignement officiel. Tandis que certains membres réclamaient le vote de la proposition réservant ces nominations aux diplômés des institutions officielles, d'autres réclamaient l'égalité complète entre l'enseignement officiel et libre, comme étant le seul système qui puisse nous assurer la paix scolaire et qui est à la base des statuts scolaires dans les autres pays.

La limitation du nombre des écoles normales et des diplômes délivrés par celles-ci. Dans le même ordre d'idées la mise à la retraite des instituteurs à l'âge de 60 ans.

De nombreux membres ont déclaré qu'ils pourraient se rallier à cette dernière proposition si tous les instituteurs

2° *Athenaea en middelbare scholen.*a) *Waalische streek, Vlaamische streek en Duitschspreekende gemeenten.*

Te beginnen met de aanstaande hervatting der lessen, zal de onderwijstaal, voor alle vakken, de taal van de streek zijn in de klassen van de 6^e en de 5^e der humaniora en van het 1^{ste} en 2^e jaar der middelbare afdelingen.

In de instellingen waar het getal leerlingen van Belgische nationaliteit, die de voorwaarden vervullen voorzien bij artikel 9 der wet, de instandhouding niet wettigt van de bijzondere klassen, zal men dit jaar de klassen van het 1^{ste} en het 2^e jaar die niet meer zouden noodig zijn, voorloopig opheffen.

De hoofden van instelling zullen mij, bij de hervatting der lessen, met redenen omkleede voorstellen doen geworden, betreffende de opheffing of de inrichting van de klassen van het 1^{ste} of van het 2^e jaar (of van de 6^e en de 5^e der Athenaea).

De cursus in de 2^e taal zal 6 u. per week in beslag nemen in het 1^{ste} en 2^e studiejaar van de middelbare afdeling, in de klassen van de 6^e en 5^e van de afdeling der nieuwe humaniora en in de klasse van 6^e der oude humaniora van de Athenaea en van de Athenaeumafdelingen.

In de klasse van de 5^e der oude humaniora zal de cursus in de 2^e taal 5 u. per week in beslag nemen.

b) *Brusselsche agglomeratie en taalgrens.*

Het onderwijs van het Fransch is verplichtend onder het Vlaamsch stelsel, en het onderwijs van het Nederlandsch is verplichtend onder het Fransch stelsel op den voet van 6 u. per week in de eerste 2 studiejaar der nieuwe humaniora en in de klasse van de 6^e der oude humaniora van de Athenaea en van de Athenaeumafdelingen.

In de klasse van de 5^e der oude humaniora zullen de cursus 5 u. per week in beslag nemen.

Allerlei vragen.

Uw Commissie heeft verschillende vragen opgeworpen welke eer van politieke aard zijn en waarvan sommige te berde zullen gebracht worden in de Commissie welke door de Regeering ingesteld werd. Verscheidene leden hebben gevraagd hoever het stond met de werkzaamheden dezer Commissie.

Onder de vragen welke opgeworpen werden was o. a. de vraag van de benoemingen in het openbaar onderwijs. Tegenover sommige leden die aandrongen op aanneming van het wetsvoorstel waarbij alleen gediplomeerden uit openbare instellingen zouden mogen benoemd worden, waren er anderen die volledige gelijkstelling tusschen openbaar en vrij onderwijs opeischten als het eenig stelsel waardoor de schoolvrede zou kunnen verzekerd worden en dat ter grondslag ligt van het schoolstatuut in andere landen.

Inkrimping van het aantal normaalscholen en van de diploma's door deze instellingen afgeleverd. In aansluiting hiermede de pensionneering der onderwijzers op 60 jarigen leeftijd.

Talrijke leden hebben verklaard dat zij zich met dit laatste voorstel zouden kunnen vereenigen indien al de

sont mis sur le même pied au point de vue de la pension, les instituteurs adoptables ne pouvant obtenir actuellement qu'une pension égale aux $3/5$ de celle que reçoivent les instituteurs communaux.

Les subventions aux nouvelles écoles industrielles tant officielles que libres, dont la nécessité est démontrée et l'adoption accordée.

Des membres ont cité l'exemple des écoles industrielles que la ville d'Anvers a été obligée de créer en dedoublements indispensables d'écoles industrielles existantes.

Monsieur le Ministre à qui nous avons soumis la question nous a répondu que l'agréation n'a pas pu entraîner l'octroi de subventions, celles-ci ne pouvant être allouées que si les disponibilités des crédits votés sont suffisantes.

Projet de loi défendant le changement d'une école à une autre pendant le courant de l'année scolaire, etc.

Comme conclusion de ces différentes observations, votre Commission estime que, moyennant certaines conditions, il est possible de réaliser un accord sur ces différentes propositions, mais qu'il convient de ne pas aborder des solutions partielles, mais d'entreprendre tout le problème et de lui donner le plus tôt possible une solution complète et apaisante.

Le Fonds des Mieux Doués. — Votre Commission est unanime pour maintenir la législation existante, dont elle reconnaît une fois de plus la haute valeur au point de vue social.

Elle insiste encore pour avoir sur le genre d'études suivies et les résultats obtenus par les bénéficiaires des données plus précises que celles fournies précédemment par le département. Elle demande que celui-ci suive de près ce que deviennent ces jeunes gens, de manière à pouvoir donner le plus tôt possible une *statistique générale* sur les résultats de cette institution.

Inspection médicale. — La Commission réitère ses plaintes sur le manque d'organisation et demande le vote des réformes contenues dans le projet de loi, qui a été rapporté depuis plus de deux ans.

La gratuité de l'Enseignement dans les Ecoles adoptées.

Certains membres ayant déclaré que l'Etat a adopté des écoles communales quoique l'enseignement n'y soit pas gratuit, nous avons demandé jusqu'à quel point les contributions des parents sont permises suivant la jurisprudence suivie actuellement :

« La gratuité de l'enseignement est une condition essentielle pour l'admission d'une école aux subsides de l'Etat.

» Toutefois, aux termes de l'article 16 de la loi, des enfants payants peuvent être admis dans les écoles ou les classes, là où il est pourvu aux nécessités de l'enseignement gratuit par un nombre suffisant d'écoles ou de classes gratuites.

» D'autre part, aux termes de l'article 3 du règlement relatif à la fixation des subventions de l'Etat, les écoles ou classes qui reçoivent des élèves payants ne peuvent bénéficier des subventions que si leur population gratuite atteint l'importance déterminée à l'article précédent: de

onderwijzers op gelijken voet gesteld worden op het stuk van het pensioen, daar de aanneembare onderwijzers voor het oogenblik slechts een pensioen kunnen bekomen dat gelijk is aan de $3/5$ van dit der gemeenteonderwijzers.

Toelagen aan de nieuwe zoowel openbare als vrije nijverheidsscholen, waarvan de noodzakelijkheid bewezen werd en welke aangenomen werden.

Enige leden hebben het voorbeeld aangehaald van de nijverheidsscholen welke de stad Antwerpen heeft moeten inrichten ten einde de bestaande nijverheidsscholen te ontlasten.

De Minister wien wij de vraag voorgelegd hebben, heeft geantwoord dat de aanneming geen reden geweest is om toelagen te verleen, daar deze slechts mogen verleend worden wanneer er genoeg credieten uitgetrokken werden.

Wetsontwerp waarbij de overgang naar een andere school gedurende het schooljaar verboden wordt, enz.

Als besluit dezer opmerkingen is uw Commissie van meening dat het, mits zekere voorwaarden, mogelijk is over de onderscheidene voorstellen eens te worden, maar dan zou men zich niet mogen tevreden stellen met gedeeltelijke oplossingen maar gansch het vraagstuk onder de oogen zien en het zoo gauw mogelijk een volledige en bevredigende oplossing geven.

Het Fonds der Meestbegaaften. — Uwe Commissie is het eensgezind om de bestaande wetgeving, waarvan zij eens te meer de hooge sociale waarde erkent, te behouden.

Zij dringt er op aan om nauwkeuriger gegevens te bekomen dan deze welke vroeger door het departement werden verstrekt, aangaande den aard der gedane studiën en de uitslagen door de begiftigden bekomen. Zij vraagt dat het departement van nabij zou nagaan wat er van deze jonge lieden geworden, derwijze zoodra mogelijk eene *algemeene statistiek* over de door deze instelling bereikte uitslagen te kunnen verstrekken.

Geneeskundig toezicht. — De Commissie hernieuwt hare opmerkingen nopens het gebrek aan organisatie, en vraagt de aanneming der hervormingen vervat in het wetsontwerp, waarover sedert meer dan twee jaren verslag werd uitgebracht.

De kosteloosheid van het Onderwijs in de Aangenomen Scholen

Daar sommige leden verklaarden dat de Staat ganeentescholen heeft aangenomen, alhoewel het onderwijs er niet kosteloos is, hebben wij gevraagd tot hoever bijdragen der ouders toegelaten zijn, volgens de thans gevolgde rechtspraak.

« De kosteloosheid van het onderwijs is een essentiële voorwaarde opdat een school Staatstoelagen zou bekomen. » Nochtans, naar luid van artikel 16 der wet, mogen betalende kinderen toegelaten worden in de scholen of klassen, wanneer door een voldoende aantal kosteloze scholen of klassen voorzien is in de noodwendigheden van het kosteloos onderwijs.

» Anderzijds, naar luid van artikel 3 van het reglement op de vaststelling der Staatstoelagen, mogen de scholen of klassen die betalende leerlingen hebben, slechts toelagen genieten zoo hun kosteloze bevolking het getal bereikt in het vorig artikel aangeduid; daarenboven, mag

plus, le nombre des élèves payants ne peut dépasser le nombre des élèves gratuits.

» La gratuité scolaire doit être absolue; il ne peut être exigé de rétribution sous quelque prétexte que ce soit (par exemple pour le chauffage ou l'entretien des classes).

» Cette gratuité doit s'étendre aux fournitures classiques pour les enfants dont les parents ne sont pas aisés.

» Les écoles soutenues par la générosité des citoyens ne peuvent solliciter directement les parents des élèves pour recueillir des dons quelconques. Mais il va de soi qu'une aide libre et volontaire d'un chef de famille ne pourrait être considérée comme une rétribution scolaire.

» L'administration de l'enseignement primaire surveille attentivement la situation des écoles sous ce rapport et, le cas échéant, l'inspection est chargée de procéder à toutes les investigations nécessaires tant chez les parents qu'à l'école. La direction scolaire peut être invitée à établir la régularité de la situation par des documents comparables.

Subsides aux Ecoles Moyennes et Athénées communales.

Dans quelles conditions les écoles moyennes et athénées communales peuvent-ils être subsidiés par l'Etat?

Quelles sont ces écoles?

Réponse :

L'article 28 de la loi organique du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen porte que :

« Le Gouvernement est autorisé à accorder des subsides à des établissements communaux ou provinciaux d'instruction moyenne, soit du premier degré, soit du second degré. »

L'article 29 stipule que :

« Les subsides sont subordonnés aux conditions suivantes :

» 1^o Que l'établissement accepte le programme d'études qui sera arrêté par le Gouvernement;

» 2^o Que les livres employés dans l'établissement, les règlements intérieurs, les programmes des cours, le budget et les comptes soient soumis à l'approbation du Gouvernement. »

C'est en exécution de ces dispositions que les établissements communaux désignés ci-après sont subventionnés par le Trésor public :

Athénées communales à Saint-Gilles, Schaerbeek, Uccle.

Collège communal à Beeringen.

Ecoles moyennes communales pour garçons à Anderlecht, Bruxelles, Liège, Saint-Josse-ten-Noode.

Ecoles moyennes communales pour filles à Anderlecht, Bruxelles, Liège, Saint-Josse-ten-Noode, Saint-Gilles.

het getal betalende leerlingen dit der kosteloze leerlingen niet te boven gaan.

» De kosteloosheid der school moet volledig zijn : er mag geen bijdrage gevraagd worden, onder welk voorwendsel ook (bij voorbeeld voor de verwarming of het onderhoud der klassen).

» De kosteloosheid moet zich uitstrekken tot de schoolbehoeftigheden voor kinderen waarvan de ouders niet bemiddeld zijn.

» De door de vrijgevigheid der burgers ondersteunde scholen mogen de ouders der leerlingen niet rechtstreeks lastig vallen om welke giften ook te ontvangen. Doch het spreekt van zelf dat een vrije en vrijwillige hulp van een huisvader niet zou mogen aangezien worden als een schoolgeld.

» Het bestuur van het lager onderwijs gaat zorgvuldig den toestand der scholen na op dit punt en, in voorkomend geval, wordt de inspectie er mede belast al de noodige navorschingen te doen, zoowel bij de ouders als in de school. Het schoolbestuur kan aangezocht worden om de regelmatigheid van den toestand te bewijzen door rekenplichtige bescheiden.

Toelagen aan de gemeentelijke Middelbare Scholen en Athenaea.

Mits welke voorwaarden, kunnen de gemeentelijke middelbare scholen en athenaea toelagen ontvangen van den Staat?

Welke zijn deze scholen?

Antwoord :

Artikel 28 der inrichtingswet van 1 Juni 1850 op het middelbaar onderwijs luidt :

« De Regeering mag toelagen verleen en aan gemeentelijke of provinciale instellingen voor middelbaar onderwijs, hetzij van den eersten, hetzij van den tweeden graad. »

Artikel 29 luidt :

« De toelagen zijn afhankelijk van volgende voorwaarden :

» 1^o Dat de instelling het door de Regeering vastgestelde leerplan aanvaardt;

» 2^o Dat de in de instelling gebruikte boeken, de huishoudelijke reglementen, de begrotingen en de rekeningen aan de goedkeuring der Regeering onderworpen worden. »

In uitvoering dezer bepalingen, ontvangen de hieronder genoemde gemeentelijke inrichtingen toelagen uit de Staatskas :

Gemeentelijke athenaea te Sint-Gillis, Schaerbeek, Ukkel.

Gemeentelijk college te Beeringen.

Gemeentelijke middelbare scholen voor jongens te Anderlecht, Brussel, Luik, Sint-Joost-ten-Noode.

Gemeentelijke middelbare scholen voor meisjes te Anderlecht, Brussel, Luik, Sint-Joost-ten-Noode, Sint-Gillis.

Un crédit de 520,000 francs est prévu au projet de budget pour 1934 en faveur des établissements communaux et provinciaux d'enseignement moyen; ce crédit ne concerne qu'une très faible proportion des dépenses de ces établissements.

L'Education Physique.

Des membres se sont plaints de l'insuffisance des crédits spécialement prévus pour l'éducation physique. Ils demandent comment le Gouvernement assure cette éducation dans les différents domaines de notre enseignement.

Réponse :

Parmi les crédits réservés à l'enseignement, il ne figure pas de sommes spécialement affectées à l'organisation des cours d'éducation physique.

Des efforts sérieux que je voudrais amplifier et coordonner ont été faits pour développer l'éducation physique.

La formation du personnel enseignant sera mieux assurée par la création de l'Institut d'éducation physique de l'Université de Liège, par la réorganisation de l'Institut d'éducation physique de l'Université de Gand, par la réforme des examens de capacité pour l'enseignement gymnastique dans les écoles moyennes et par une meilleure organisation des cours d'éducation physique dans les écoles normales.

Des progrès ont été réalisés aussi en ce qui concerne l'installation et l'ameublement de gymnases dans les établissements d'enseignement moyen et d'enseignement normal.

En vue de coordonner les efforts, à défaut d'une loi rendant l'éducation physique obligatoire, j'envisage la création d'un conseil supérieur de l'éducation physique. Ce conseil s'intéresserait non seulement à l'enseignement de la gymnastique dans les écoles, mais aux diverses questions touchant l'éducation physique et la pratique des sports dans les sociétés post-scolaires et autres.

Ecoles d'adultes.

Aux termes de l'article 33, 1^{er} alinéa de la loi scolaire, les conseils communaux règlent tout ce qui concerne l'établissement et l'organisation des écoles d'adultes. Le Gouvernement ne peut donc intervenir ni dans la création ni dans la suppression de ces institutions.

Leur nombre décroît d'ailleurs de plus en plus et notamment dans les régions industrielles.

Ce fait est une conséquence, d'une part, de l'obligation scolaire qui a relevé le niveau d'instruction des enfants et, d'autre part, du développement des écoles professionnelles et industrielles.

Au 31 décembre 1932, il n'existait plus que 1,985 classes d'adultes, soit 1,552 classes communales et 433 classes adoptées ou adoptables.

Si certaines écoles d'adultes doivent encore s'effacer devant les écoles industrielles, on doit admettre cependant

Een crediet van 520,000 frank werd op het ontwerp van begroting voor 1934 uitgetrokken ten behoeve van de gemeentelijke of provinciale instellingen voor middelbaar onderwijs; dit crediet dekt slechts een uiterst gering gedeelte van de uitgaven dezer instellingen.

Lichamelijke opvoeding.

Eenige leden hebben geklaagd over de ontoereikende credieten uitgetrokken in het bijzonder voor lichamelijke opvoeding. Zij vragen hoe de Regeering deze opvoeding regelt in de onderscheidene takken van ons onderwijs.

Antwoord :

Onder de credieten voor het onderwijs, is geen bedrag voorzien dat bijzonder bestemd is voor de inrichting van leergangen van lichamelijke opvoeding.

Ernstige pogingen welke ik nog meer zou willen uitbreiden en samenordenen, werden gedaan om de lichamelijke opvoeding uit te breiden.

De opleiding van het onderwijzend personeel zal beter verzekerd worden, dank zij de inrichting van een instituut voor lichamelijke opvoeding bij de Universiteit te Luik, de herinrichting van het instituut voor lichamelijke opvoeding bij de Universiteit te Gent, door de hervorming der bekwaamheidsexamens voor het turnonderwijs in de middelbare scholen en een betere inrichting der leergangen voor lichamelijke opvoeding in de normaalscholen.

Er werden ook vorderingen gemaakt wat de inrichting en de uitrusting betreft van de turnzalen in de instellingen voor middelbaar en normaal onderwijs.

Ten einde meer eenheid te brengen in de pogingen, ben ik voornemens, daar er geen wet op de verplichte lichamelijke opvoeding bestaat, een Hoogen Raad voor lichamelijke opvoeding in te richten? Deze Raad zou zich niet alleen bezig houden met het turnonderwijs in de scholen, maar ook met de onderscheidene vraagstukken welke de lichamelijke opvoeding aanbelangen en met de beoefening der sport in de naschoolsche en andere vereenigingen.

Scholen voor volwassenen.

Luidens artikel 33, 1^{ste} alinea, van de schoolwet, regelen de gemeenteraden al wat de oprichting en de inrichting der adultenscholen betreft. Met de oprichting noch met de afschaffing dezer instellingen, mag de Regeering zich dus bemoeien.

Hun aantal vermindert trouwens meer en meer, en vooral in de nijverheidsstreken.

De schoolplicht welke, enerzijds, het verstandelijk peil der kinderen verhoogd heeft, en, anderzijds, de uitbreiding van de beroeps- en nijverheidsscholen zijn oorzaak van dien toestand.

Op 31 December 1932, bestonden er nog slechts 1,985 klassen voor volwassenen, zijnde 1,552 gemeentelijke klassen en 433 aangenomen of aanneembare klassen.

Alhoewel sommige adultenscholen de plaats nog zullen moeten ruimen voor de nijverheidsscholen, moet men noch-

que les cours élémentaires et de perfectionnement peuvent parfois rester nécessaires.

Quoi qu'il en soit, l'organisation et les tendances de ces institutions doivent être modifiées suivant les nécessités des temps.

Responsabilité civile du corps enseignant.

Où en est la question de la réglementation de la responsabilité civile des membres du corps enseignant ?

Jusqu'à présent, les départements intéressés à la question de la responsabilité civile des membres du corps enseignant ne sont pas arrivés à des conclusions définitives.

La substitution de la responsabilité des pouvoirs publics à celle des membres du personnel enseignant des établissements d'instruction reste très délicate. La jurisprudence belge fait preuve d'une réelle modération dans l'application de l'article 1382 du Code civil; les intéressés n'étant retenus en cause, déclare le Département de la Justice, que si la faute donnant ouverture à l'application de l'article 1382, est démontrée. C'est d'ailleurs ce que faisait ressortir l'exposé des motifs du projet de loi sur l'éducation physique déposé à la Chambre des Représentants, le 5 juillet 1921, document 451.

Indemnité de logement des instituteurs primaires.

Plusieurs membres se sont plaints de ce que l'instituteur veuf avec enfants ne soit pas assimilé à l'instituteur marié comme c'est le cas dans toutes nos autres lois organiques.

L'article 29 de la loi scolaire, dernier alinéa, est formel : l'indemnité de logement de 600 francs n'est prévue qu'en faveur des *agents mariés*, à l'exclusion des institutrices mariées et des chefs d'école.

Cette disposition a été introduite dans la loi de 1928 par la section centrale chargée de l'examen du projet.

Une proposition de loi émanant de M. le Représentant Marck en vue d'étendre son application au profit des veufs ayant des enfants à charge, fut déposée au Parlement et présentée à la section centrale, mais elle a été considérée comme non avenue par l'effet de la dissolution des Chambres le 28 octobre 1932.

La commission insiste pour que cette proposition soit représentée ou reprise par le Gouvernement.

Où en est la question de la réglementation des congés pour maladie et des mises en disponibilité, en ce qui concerne les membres du personnel des écoles adoptables ?

La législation en vigueur ne prévoit pas la mise en disponibilité pour cause de maladie des membres du personnel enseignant des écoles adoptables.

Une proposition de loi élaborée il y a plusieurs années

tans reconnaître, dat de elementaire leergangen en de leergangen voor voltooiing van het onderricht soms noodzakelijk kunnen blijven.

Wat er ook van zij, de inrichting en de strekkingen van deze instellingen moeten volgens de tijdsomstandigheden gewijzigd worden.

Burgerlijke aansprakelijkheid van het leerarenkorps.

Hoe staat het met de reglementeering van de burgerlijke aansprakelijkheid van de leden van het leerarenkorps ?

Tot nog toe, zijn de departementen welke betrokken zijn bij het vraagstuk van de burgerlijke aansprakelijkheid der leden van het leerarenkorps tot geen definitief besluit gekomen.

De aansprakelijkheid van de openbare besturen in de plaats stellen van deze der leden van het personeel der onderwijsinrichtingen, is een delicate onderneming. De Belgische rechtspraak is waarlijk zeer gematigd in het toepassen van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek; de betrokkenen worden slechts ter zake weerhouden, verklaart het Departement van Justitie, indien de fout welke aanleiding geeft tot toepassing van artikel 1382, bewezen is. Dit werd trouwens reeds aangetoond in de toelichting van het wetsontwerp betreffende de lichamelijke opvoeding, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend op 5 Juli 1921, stuk 451.

Verblijfsvergoeding der lagere onderwijzers.

Meerdere leden bekloegen er zich over, dat de onderwijzer, weduwnaar met kinderen, niet gelijkgesteld wordt met den gehuwden onderwijzer, gelijk dit het geval is in al onze andere organieke wetten ?

Artikel 29 der schoolwet, laatste alinea, is formeel : de verblijfsvergoeding van 600 fr. wordt slechts voorzien voor de *gehuwde leerkrachten*, met uitsluiting van de gehuwde onderwijzeressen en van de schoolhoofden.

Deze bepaling werd in de wet van 1928 ingelascht door de middenafdeeling welke belast was met het onderzoek van het ontwerp.

Een wetsvoorstel uitgaande van den heer Volksvertegenwoordiger Marck, ten einde deze vergoeding ook toe te kennen aan de weduwnaars met kinderen, werd ingediend bij het Parlement en onderworpen aan de Middenafdeeling, doch zij werd beschouwd als vervallen door de Kamerontbinding van 28 October 1932.

De Commissie dringt aan opdat dit voorstel zou heringediend of door de Regeering zou overgenomen worden.

Hoeveer staat het met de quæstie van de regeling der verloven wegens ziekte en beschikbaarstelling, wat betreft de leden van het personeel der aanneembare scholen ?

De beschikbaarstelling wegens ziekte van de leden van het onderwijzend personeel der aanneembare scholen wordt door de huidige wetgeving niet voorzien.

Een sedert lang door het Departement van Openbaar

par le Département de l'Instruction publique et tendant à rendre applicables au personnel susdit les dispositions relatives à la mise en disponibilité des instituteurs communaux, n'a pas eu de suite.

Actuellement, l'administration s'en tient aux règles établies pour le personnel enseignant communal. Les autorités scolaires compétentes sont donc invitées, en temps opportun, à prononcer la mise en disponibilité des agents en cause à l'expiration des délais prévus par l'arrêté-loi du 18 juillet 1933, soit après 3, 4 ou 6 mois de congé, suivant le cas.

Certaines directions d'écoles consentent à appliquer cette mesure, mais d'autres, arguant le plus souvent de leur situation financière obérée, s'y refusent et congédient en conséquence purement et simplement les intéressés.

**

Les élèves au front qui se préparaient pendant la guerre au jury central (instituteurs) ne sont pas assimilés à ceux qui étaient inscrits à l'école normale. Pourquoi ?

L'article 31, B, 6^e alinéa, *in fine*, assimile aux instituteurs les élèves instituteurs qui étaient aux études dans les écoles normales lorsqu'ils ont été appelés aux armées.

Les intéressés doivent donc justifier de leur présence aux études dans une école normale. Les termes de la disposition sont exclusifs et il n'est pas possible d'étendre la faveur en question aux agents en cause qui ont acquis leur diplôme d'instituteur devant le jury central sans justifier d'une inscription dans une école normale.

**

Le projet de budget fut adopté par 12 voix contre 6. Le présent rapport fut approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

EM. BLAVIER.

Le Président,

LÉO MUNDELEER.

Onderwijs opgemaakt wetsontwerp, om op voormeld personeel de bepalingen betreffende de beschikbaarstelling der gemeenteonderwijzers toepasselijk te maken, is zonder gevolg gebleven.

Het beheer volgt thans de regels, opgemaakt voor het gemeentelijk onderwyzend personeel. Ten gepasten tijde, worden de bevoegde schooloverheden dus uitgenoodigd, de beschikbaarstelling der betrokken leerkrachten uit te spreken, na de door de besluit-wet van 18 Juli 1933 voorziene tijdruimten, zijnde 3, 4 of 6 maanden verlof volgens het geval.

Sommige schoolbesturen stemmen er in toe, dien maatregel toe te passen, maar andere, meestal steunende op hunnen benarden financiële toestand, weigeren dit te doen en danken bijgevolg de belanghebbenden eenvoudig af.

**

De leerlingen aan het front die zich, gedurende den oorlog, voorbereidden voor de centrale examen-commissie (onderwijzers), worden niet gelijkgesteld met degenen die in de normaalschool waren ingeschreven. Waarom ?

Artikel 31, B, 6^e alinea, *in fine*, stelt gelijk met de onderwijzers, de leerlingen-onderwijzers die op studie waren aan de normaalscholen, toen zij onder de wapens geroepen werden.

De betrokkenen moeten dus bewijzen dat zij op studie waren aan een normaalschool. De termen der bepaling zijn exclusief en men kan onmogelijk deze gunst uitbreiden tot de betrokken leerkrachten die hun onderwijzers-diploma bekomen hebben vóór de centrale examen-commissie, zonder hun inschrijving te bewijzen aan een normaalschool.

**

Het ontwerp werd goedgekeurd met 12 tegen 6 stemmen. Dit verslag werd met eenparigheid goedgekeurd.

De Verslaggever,

EM. BLAVIER.

De Voorzitter,

LÉO MUNDELEER.